

ailleurs, la question suivante: «Que feriez-vous?», j'estime qu'il n'y a qu'une seule réponse appropriée. «Comment un autre aurait-il pu réussir à se mettre dans un tel pétrin?» Avons-nous jamais eu connaissance, au Canada, que le gouverneur de la Banque et le chef d'un cabinet aient pu réussir à atteindre un tel degré de désaccord? N'est-ce pas ce qui caractérise la politique de la guillotine, à laquelle recourt le gouvernement? N'avons-nous pas vu un tel régime occasionner la perte d'un grand nombre de Canadiens extrêmement compétents qui ont été forcés d'abandonner leur poste ou ont été congédiés?

Le gouvernement actuel a pris le pouvoir en faisant beaucoup de bruit. Quand on étudie la politique du premier ministre du Canada, on voit qu'il a pris le pouvoir grâce à une attitude qui jouit traditionnellement d'une énorme popularité: le nationalisme. Le nationalisme était à la base de cette grande victoire du gouvernement en 1958, l'invitation à un plus grand canadianisme a paru à pleine page dans tout le pays. D'après le *Star* de Toronto, le premier ministre aurait promis:

«De faire enquête sur la domination des États-Unis sur les entreprises canadiennes.»

D'après le *Journal* d'Ottawa, il se serait voué à:

La lutte du Canada pour la maîtrise de ses affaires.

Le *Globe and Mail* hebdomadaire déclare en manchette:

Nous n'accepterons pas d'ordres.

Telle était l'attitude du gouvernement, attitude très populaire. Je me demande si cette attitude ne perçe pas maintenant plus que jamais, à cause de l'initiative monétaire unilatérale qui doit déplaire vivement et qui nous vaudra des représailles de la part d'autres pays avec lesquels nous avons entretenu dans le passé des relations heureuses et profitables.

Comme mon temps s'écoule, j'aurais tort de ne pas parler de l'expansion du Canada. Je ne peux le faire qu'en un mot, mais je dirai ceci à la Chambre. Ce que nous devrions viser maintenant et explorer avec vigueur et courage, c'est la mesure dans laquelle le Canada peut vraiment livrer une concurrence plus forte, et non pas moins forte, dans le domaine international.

Il y a une ou deux choses qui me plaisent particulièrement dans ce budget. Je me réjouis beaucoup de cette question des pensions transférables. Sauf erreur, c'est le savant secrétaire parlementaire qui a dit que c'était peut-être plus important que n'importe quoi, et je suis de son avis. Nul doute que cela pourrait servir à faire utiliser les talents des Canadiens et à les revaloriser et nous faire reconnaître qu'aucun homme ni aucune femme,

[M. Matheson.]

peu importe leur âge, n'est inutile. Nul doute que cet élément, joint à d'autres, tels qu'une formation et une réadaptation techniques audacieuses, nous permettra de devenir une société de plus en plus spécialisée, une société qui ne craint pas la concurrence d'où qu'elle vienne. Nous savons ce qui s'est produit dans d'autres pays. Nous sommes au courant des grands progrès réalisés en Allemagne sous Ludwig Erhart. A la page 33 de son livre intitulé *La prospérité par la concurrence*, nous trouvons l'alinéa suivant:

La politique de commerce extérieur que nous avons poursuivie en dépit de fortes critiques, au cours des neuf derniers mois, se fonde sur le fait que notre tâche économique, l'emploi et l'entretien de plus de douze millions de personnes de plus qu'avant la guerre, ne peut être accomplie mais s'engagera dans un cul de sac, à moins que nous ne déplaçons plus d'air de cette façon. Avant tout, nous ne devons pas chercher un succès factice en réduisant de plus en plus la valeur de notre argent...

Ce que nous faisons maintenant au Canada.

...qui, enfin, est devenu stable, et ainsi favoriser l'inflation. Ce serait voler imperceptiblement l'argent de ceux qui ont épargné. Ce serait la méthode la plus condamnable qui se puisse concevoir.

Voici sûrement le genre de politique dont nous avons besoin au Canada, et le *Globe and Mail* du 15 mars 1961 résume bien ce point de vue en disant:

Le Canada a besoin d'un meilleur climat économique, un climat qui favorisera l'expansion, l'initiative, l'achat, la vente; un climat qui stimulera la concurrence en la rendant utile.

(Texte)

Monsieur le président, je demeure à la tête de la rivière, à Brockville, la ville insulaire.

Dans ma jeunesse, je résidais dans la pittoresque ville portuaire de Québec, où parfois je naviguais dans cette partie du fleuve où l'eau devient saline.

Le Canada doit ressembler à son grand fleuve, qui ne craint ni les profondeurs ni les étendues, travaillant en étroite collaboration avec tous les pays du monde libre, non seulement dans le domaine intellectuel mais aussi dans le domaine économique.

Nous ne pourrions jamais retenir les eaux du Saint-Laurent, pas plus que nous ne pourrions arrêter la marche progressive de notre pays, en voulant l'isoler du reste du monde par certaines mesures protectionnistes.

(Traduction)

Monsieur l'Orateur, mon temps de parole tire à sa fin. Je remercie donc les députés d'avoir bien voulu m'écouter. L'une des questions qu'il faut se poser avec le plus grand soin pour ce qui est d'employer l'entreprise comme stimulant, est celle de savoir jusqu'où